

THIERRY DE MONTBRIAL

Président et fondateur de l'IFRI. Président et fondateur de la WPC.

Messieurs les Présidents, votre Altesse Royale, Mesdames, Messieurs, nous voilà arrivés au troisième et dernier jour de notre World Policy Conference.

Je voudrais partager brièvement quelques réflexions avec vous et mettre en relief, quelques points qui me paraissent particulièrement important.

Le premier, c'est la fin de l'unipolarité que j'ai évoquée dès le début de la conférence. Ma conviction est que nous sommes pleinement entrés dans le 21^e siècle et que nous sommes les témoins de la fin de l'unipolarité. Cela signifie que nous avons, un peu péniblement, à redécouvrir la diversité du monde. Beaucoup de représentants de ce que l'on appelle le Sud, une expression qui encore largement utilisée même si le Sud n'est pas au sud, admettent la notion de valeurs universelles telles que les droits de l'homme et la démocratie. Je crois que c'est même assez frappant. Mais ce qu'ils n'admettent pas, ce qu'ils refusent, c'est la tendance occidentale à vouloir imposer des modalités particulières de gouvernance, au nom de ces valeurs universelles, et ceci sans considération de l'histoire de chaque peuple. C'est par exemple, et non par la contrainte, que les valeurs se diffusent, avec leurs conséquences politiques.

Je crois qu'une autre leçon à tirer de ces quelques heures passées ensemble, et qui va dans le même sens, c'est que nous avons beaucoup à apprendre de certains aspects de la gouvernance dans certaines sociétés traditionnelles. Par exemple en matière de traitement des problèmes de minorités, nous occidentaux, avons tendance à vouloir de donner des leçons aux autres, en dépit de nos échecs. Sur ces questions extrêmement complexes de minorité, qui vont continuer à nous occuper sans doute assez longtemps dans les années qui viennent, nous avons tout intérêt à regarder comment opèrent certaines sociétés traditionnelles et à essayer d'en tirer des enseignements. Il n'y a pas de raison que l'apprentissage ne se fasse pas dans les deux sens. Ici, nous sommes loin de l'idée de « choc des civilisations ».

Un autre point qui a émergé dans cette salle hier matin lors de l'intervention du Représentant du Président Mexicain, c'est que malheureusement l'évolution du monde ne va pas uniformément dans le sens de l'extension de la démocratie. Ce que nous a dit notre ami mexicain à propos du recul de la légitimité de la démocratie en Amérique latine et certainement dans d'autres endroits du monde nous invite à réfléchir profondément.

Je voudrais également mettre en relief une idée complémentaire fort importante et omniprésente dans nos débats : c'est que la gouvernance mondiale ne peut reposer que sur le respect mutuel entre des peuples qui, en raison de la guerre froide ou pour d'autres raisons, comme jadis la colonisation ne s'écoutaient pas. La gouvernance mondiale, pour l'avenir, ne peut que reposer sur le respect mutuel et l'écoute, ce qui implique la connaissance des autres, l'effort de compréhension des autres même si a priori on n'est pas d'accord. Je pense que les mots-clés sont ici la curiosité et finalement la tolérance, parce qu'en fin de compte, la valeur commune à tous les principes que je viens d'énoncer est bel et bien la tolérance, et ceci dans l'intérêt de tous.

Et pour employer un concept très éculé, je dirais que nous devons faire en sorte que la future gouvernance mondiale soit un « jeu à somme positive ». Mais pour cela il faut de la volonté et de la persévérance. On parle de volonté politique. Il faut la volonté de tous. On peut y arriver si tous les acteurs de la planète s'impliquent, certes les principaux d'entre eux mais pas seulement ceux-là : les petits pays ont également un rôle considérable à jouer. Tout deviendra possible si l'ensemble des acteurs du monde manifestent la volonté de promouvoir la coopération et le dialogue.

Il résulte de ce que je viens de dire, que les règles de la future gouvernance devront être élaborées avec la participation de tous. C'est une des idées fortes que je retiens de ce que nous avons entendu hier et avant-hier, Encore une fois, nous avons beaucoup à apprendre, à attendre et à faire avec les pays dits du Sud.

Ces futures règles du jeu ne seront légitimes que si elles ont été élaborées avec la participation de tous. Une des raisons pour lesquelles la gouvernance actuelle est défailante, c'est que les règles du jeu ont été élaborées par, une petite partie seulement de la planète. C'est le cas même de la Déclaration dite Universelle des Droits de l'Homme. Il y va de la légitimité et il y va aussi de l'efficacité. Parce que, même techniquement, on ne peut pas être efficace si l'on n'est pas légitime. Il y a un lien entre l'efficacité et la légitimité.

Je voudrais parler d'un autre point qui ressort de nos discussions. Il s'agit de la relation entre la régional et la global. Un grand nombre de problèmes planétaires ne peuvent pas être résolus au niveau le plus large. Cela rejoint ce que dans l'Union Européenne on appelle le principe de subsidiarité. Nous devons, pour la conception de l'architecture de la gouvernance future du monde, attacher beaucoup plus d'importance que dans le passé aux structures régionales et à l'articulation entre les structures régionales et les structures globales. Naturellement l'UE répond à ce schéma mais son expérience est à la fois unique et limitée. Enfin ces principes généraux s'appliquent à tous les domaines, me semble-t-il, et en particulier au domaine économique. On le voit bien dans la crise financière actuelle dont on va sans doute beaucoup reparler ce matin. Les racines de la crise de confiance que nous traversons actuellement se trouvent précisément dans l'insuffisance de coopération, dans les années passées, entre les différentes institutions ou gouvernements en charge de ces questions. Ce ne sont pas seulement des questions techniques. Hier nous avons bien vu aussi avec Jean-Claude Trichet que si la perte de confiance persiste encore, ce n'est pas seulement pour des raisons techniques mais bien parce que les institutions concernées n'ont pas encore trouvé le bon mode de coopération. On bute sur un problème de crédibilité.

Pour conclure, je voudrais vous dire que cette toute première édition de la World Policy Conference a eu bien des imperfections. J'en suis évidemment moi-même conscient, mais enfin je crois tout de même que l'expérience est encourageante. Il me reste à ce stade, à remercier très chaleureusement toutes les équipes qui ont contribué à l'organisation de cet événement et naturellement les sponsors sans lesquels la conférence n'aurait jamais pu se produire. Donc à toutes et à tous mes remerciements les plus chaleureux. Je veux ensuite vous dire que nous continuerons. Ceci est la première et après cette première il y aura une deuxième, troisième et quatrième, etc. Je pense que le résultat de cette première réunion est suffisamment encourageant pour que l'on puisse prendre cette décision d'ores et déjà. Je vous donne donc rendez-vous à l'automne prochain et pourquoi pas dans un pays émergent.

Avant de passer la parole à nos deux amis qui vont animer la première table ronde, Mesdames et Messieurs qui êtes dans cette salle je vous adresse également, de tout cœur, mes remerciements pour votre gentillesse et votre écoute.